

## CONTRIBUTION AUX DEBATS DU CDFN de mai 2022

*Une campagne ne fait pas l'autre, heureusement ! Après une préparation de l'élection présidentielle jalonnée de débats parfois nauséabonds quant à l'idéologie véhiculée, souvent très médiocres sur le fond des propositions, après une séquence d'entre-deux-tours plombante, nous voilà dans une situation différente. Les élections législatives peuvent rebattre les cartes : les forces de gauche ont conclu un accord qualifié d'historique, et cette nouvelle coalition, la Nupes, peut permettre un nouveau rapport de forces plus favorable à l'assemblée, voire majoritaire. Cette dynamique est potentiellement un atout pour notre camp social : elle redonne espoir car elle pourrait, en cas de victoire, être un appui au mouvement social pour contrer les méfaits d'un néolibéralisme aussi brutal qu'injuste et autoritaire, et imposer des politiques alternatives. Elle ouvre une nouvelle séquence qui redonne de l'élan.*

C'est choquant : 42% des suffrages exprimés lors de la présidentielle se sont portés sur la candidature de Marine Le Pen (MLP), un chiffre jamais atteint jusque-là. 13 millions d'électeurs-trices ont choisi de porter **l'extrême droite (ED)** au pouvoir. Ces chiffres font froid dans le dos. A l'heure où une actualité médiatique et politique chasse l'autre (la campagne des législatives a éclipsé les résultats de la présidentielle), nous ne devons pas l'oublier : si nous avons évité de peu ce séisme, nous avons cependant à faire face à une ED de plus en plus importante électoralement dans notre pays. Surfant sur ce climat ambiant nauséabond, les franges les plus radicales de l'ED s'autorisent à passer à l'acte : 2 meurtres et une tentative de meurtre en 2 mois en France et une tuerie de masse aux Etats-Unis inspirée par la théorie raciste dite du « grand remplacement », des attaques islamophobes dont une mosquée visée par des cocktails molotov à Metz. **Il faut combattre ses idées, démasquer son imposture et déconstruire son discours**, au quotidien, sans attendre un prochain scrutin qui pourrait la voir arriver au pouvoir. La FSU doit en faire une priorité dans son travail unitaire mais aussi dans un rôle d'« éducation populaire » dans son champ de syndicalisation.

**Il est un autre adversaire à combattre, c'est le néolibéralisme. E. Macron**, le président des puissants, du

mépris envers les classes populaires et des violences policières, celui qui a affaibli les services publics (SP) et les libertés publiques, fait la chasse aux plus fragiles (migrant-es, privé-es d'emploi, étudiant-es...), ce président a donc *profité* de la stratégie électorale (qu'il a lui-même suscitée) : pousser les électeurs et électrices à écarter la candidate d'ED arrivée au 2nd tour, coûte que coûte, et malgré la détestation dont il fait l'objet. C'est sans aucune adhésion de notre camp, ni de la jeunesse ou des classes populaires, qu'il a été réélu. C'est même avec un rejet viscéral. Les grandes lignes de son programme ne font que confirmer l'orientation du premier quinquennat, en donnant davantage de gages à son électorat de droite. Le néolibéralisme est à combattre pied à pied : E. Macron a déjà mis sur la table le dossier des retraites, il faudra s'en emparer au plus vite. Il faudra dans le même temps riposter à la poursuite des **attaques liberticides**, qui mettent en péril nos capacités de résistance et de mobilisations sociales. Sur ce point, si la suspension par le Conseil d'État de la dissolution de deux associations pro-palestiniennes constitue une avancée positive, les procédures en dissolution initiées au nom de la loi « séparatisme » se multiplient néanmoins, comme récemment celle initiée contre le GALE (Groupe Antifasciste de Lyon et Environs). Il nous faut participer

concrètement aux initiatives unitaires contre les dissolutions d'associations dont l'objet et les valeurs sont compatibles avec les mandats de la FSU.

## Tripartition politique

Dès le premier tour, un bloc de gauche autour de la candidature de Mélenchon a émergé à côté de l'ED et du néolibéralisme. Cette dynamique a su rassembler une partie de la jeunesse, et a compté dans l'électorat populaire, c'est très positif. L'esquisse d'une forme de **recomposition politique à gauche sur une ligne de rupture** à travers la réussite « historique » d'une union-clarification en vue des législatives est incontestablement **un atout pour notre camp social** : d'abord, parce que c'est porteur d'espoir. L'espoir de pouvoir stopper, enfin, ce rouleau compresseur néolibéral. Cette volonté de surmonter les clivages pour affronter, sur des bases communes, les candidat·es d'ED et du néolibéralisme peut l'emporter, et éviter au monde du travail, comme à l'ensemble de la population, de subir à nouveau 5 ans de destruction des acquis sociaux. Ensuite, parce que c'est **un appui politique pour mener des batailles syndicales**, construire des mobilisations et faire avancer nos revendications.

En effet, même s'il faut éviter toute naïveté et tout enthousiasme débridé, cet accord est une bonne nouvelle. La question est donc de savoir ce que le syndicalisme de transformation sociale (STS) peut faire dans une telle situation, pour favoriser des candidatures qui sont en accord avec les revendications du mouvement social, et cela bien entendu **en préservant l'indépendance syndicale**. Mais indépendance n'est ni indifférence, ni neutralité ! Notre syndicalisme a un rôle à jouer durant cette séquence électorale pour convaincre les salarié·es de **se saisir des élections pour infliger une défaite politique à l'extrême-droite et au libéralisme**. Rôle que nous avons tenu bien en amont de la présidentielle par nos mobilisations et juste avant par notre appel fédéral à ne pas voter pour les candidat·es d'ED ou néolibéraux·ales.

Et quel que soit le résultat au soir du 19 juin, **notre syndicalisme jouera tout son rôle de mobilisation des salarié·es**. Soit pour imposer la réalisation et l'amélioration d'une plate-forme de rupture avec le néolibéralisme, soit pour empêcher les politiques de régressions sociales. On voit bien que ce n'est pas tout à fait la même chose. Un exemple édifiant : exiger l'immédiateté de la retraite à 60 ans, la fin de la décote et mener la bagarre pour les 37,5 annuités plutôt que les 40... ou mener la bagarre pour éviter la retraite à 65 ans avec décote et allongement du nombre de trimestres...

## Urgence écologique et sociale

Il y a deux grandes questions à traiter : celle **des salaires** et des pensions (et du pouvoir d'achat) et celle **du dérèglement climatique**. Urgentes, vitales, essentielles. A la FSU, et dans PJC, nous lions la question écologique et la question sociale, il faut évidemment poursuivre notre implication dans cette coalition, il faut même en faire une priorité de la rentrée pour imposer nos exigences face au nouveau gouvernement ou à une nouvelle majorité. Rien ne changera sans l'irruption du mouvement social sur ce sujet, soyons-en convaincu·es.

Les projets d'E. Macron en terme de politique écologique, malgré **l'urgence absolue pointée par le dernier rapport du Giec**, sont dans la continuité du précédent mandat : **pas de volonté politique** de mettre les moyens à la hauteur des besoins de rénovation et isolation des logements, de repenser les transports, soutien à l'agro industrie... aucune mesure fiscale ni réglementaire pour inciter les ménages et les entreprises à diminuer leur empreinte écologique ; pire, la question nucléaire est avancée comme une solution d'avenir au détriment des vraies énergies renouvelables et de la décroissance énergétique.

**La question des salaires** se pose depuis des mois, elle est encore plus urgente depuis la guerre en Ukraine et ses conséquences, y compris spéculatives, sur les prix des produits : l'inflation record que nous connaissons plonge des pans entiers de la population dans la précarité – du fait du coût des transports, de l'énergie et des produits alimentaires de base. **La mise en œuvre de la réforme du chômage** prive les demandeur·euses d'emploi d'allocations, ainsi les allocations non versées dépassent les 2 milliards d'euros (tout en faisant baisser artificiellement les chiffres du chômage). E. Macron a prévu aussi de **conditionner le RSA à du travail gratuit** (alors que les cadeaux aux entreprises sont toujours « sans conditions »!), il s'en prend aux plus démunis et mène bien une politique de guerre sociale.

Dans la FP également, les salaires ne sont pas à la hauteur : depuis les revalorisations du Smic, le pied de la grille et les premiers échelons des agent·es de catégorie C mais aussi de catégorie B sont passés sous la valeur du SMIC. Les mesures de compensation mises en place entraînent un tassement des perspectives de carrières de ces personnels ; les entrant·es dans l'éducation ont un premier salaire qui équivaut à 1,1 Smic, niveau jamais aussi bas, et ce après 5 ans d'études. Il faut **revaloriser les salaires dans la FP**, c'est une absolue nécessité ! La ministre précédente de la TFP a promis le dégel du point d'indice : mais pas de date prévue, pas de hauteur d'augmentation annoncée... Là encore, il faut

mener bataille et réussir à entraîner nos collègues dans une mobilisation résolue. **10% tout de suite !**

Concernant le pouvoir d'achat des retraité·es, que le candidat Macron avait promis de préserver lors de sa campagne de 2017, on sait ce qu'il en est advenu (hausse de la CSG, blocage de l'indexation des retraites...) avec un décrochage sévère des pensions, une perte de pouvoir d'achat continue depuis 10 ans et particulièrement sous son mandat. Pourquoi les promesses floues dans leurs contours de réindexation seraient-elles mieux tenues ? **Le mouvement social des retraité·es** avec le Groupe des 9 doit poursuivre sa mobilisation pour défendre des conditions de vie dignes et justes des retraité·es.

Face à cette situation très dégradée, **le gouvernement actuel** envisage de répondre par petites touches, ponctuelles : un chèque carburant, puis un chèque inflation, et bientôt un chèque alimentation... **Tout sauf le salaire !** Ces sparadraps sont nécessaires, mais ils n'offrent aucune solution de long terme. Dans la FP aussi, la logique à l'œuvre est le développement de l'indemnitaire, des primes, comme dans l'éducation, conditionnées à des tâches supplémentaires, des missions nouvelles... mais pas à l'augmentation indicielle que l'on réclame. Il faut aussi voir dans la faiblesse des salaires une des raisons de la **crise de recrutement**, de la baisse sans précédent des candidatures aux concours d'enseignement. Les salaires sont un élément essentiel de la reconnaissance qu'une société porte aux fonctions exercées. Non seulement les SP sont affaiblis (la situation de l'hôpital en dit long sur le sujet), mais en plus, **cette politique menace très sérieusement le statut** en installant la concurrence et la compétition au centre (salaires au mérite), en lieu et place des valeurs (intérêt général) prônées par le SP.

## Les combats à mener

E. Macron l'a annoncé, s'il obtenait une majorité à l'Assemblée, **la réforme des retraites** qu'il fera porterait l'âge légal de départ à 65 ans avec une entrée en vigueur prévue dès 2023. L'objectif est d'économiser 9 milliards d'euros d'ici 2027. Le COR, quant à lui, dément qu'il y aurait une quelconque urgence à réformer (dans son dernier rapport, juin 2021)... Il s'agit donc finalement de **rassurer les marchés financiers**, pas de « sauver les retraites » comme on a souvent pu l'entendre. **C'est une réforme idéologique qui se fait sur le dos des travailleurs et des travailleuses.** Et ils·elles ne s'y trompent pas et la rejettent en masse : plus des trois quarts y sont opposés. Cette contre-réforme ne doit pas voir le jour. Au contraire, il s'agit d'imposer une retraite de haut niveau pour toutes et tous à

60 ans. La CGT vient d'annoncer une proposition d'**action en septembre sur les retraites à destination de ses partenaires syndicaux : la FSU doit y répondre positivement.**

Mais sur ce sujet comme sur d'autres, il faut préparer très en amont la mobilisation, en l'annonçant largement dès que possible aux collègues et en commençant la diffusion d'argumentaires, sans attendre la publication du projet précis de réforme des retraites. En effet, les luttes sectorielles se sont poursuivies, témoignant d'une combativité des travailleur·euses dans la période, qu'il s'agit donc de ne pas laisser retomber. Les manifestations du 1er mai, par ailleurs, ont été une bonne surprise : c'est donc le terrain des mouvements sociaux que le STS doit continuer à investir, pour porter les revendications du monde du travail.

Quand ? Comment ? Avec qui ? Évidemment, **la FSU doit agir dès maintenant avec ses partenaires privilégiés, la CGT et Solidaires, pour construire les mobilisations nécessaires** en tentant partout où c'est possible d'arriver un cadre intersyndical le plus unitaire possible, et cela malgré la proximité avec les élections professionnelles. Il nous faut également actionner tous les leviers pour faire avancer nos positions, interpellier les candidat·es en mettant en avant nos revendications, au moment des élections législatives notamment. Et aux mêmes élections, **appeler à infliger une défaite politique aux candidat·es d'extrême-droite, et à celles et ceux qui prônent le néolibéralisme que nous combattons.**

## Et les services publics ?

Il y a de quoi s'inquiéter : alors qu'ils jouent un rôle essentiel, notamment en temps de crise, et qu'ils participent d'un modèle de société qui vise l'égalité et permet la cohésion, ils sont délaissés, affaiblis en termes de moyens (et par la loi TFP), et le projet d'E. Macron ne compte pas inverser la donne. Pas de moyens pour la santé (si ce n'est un plan de recrutement dans les Ehpad, résultat du scandale Orpea), alors que l'hôpital public connaît une crise sans précédent. Et pour l'éducation, des projets très inquiétants, pour les élèves comme pour les personnels. Par ailleurs, **la question de la protection de l'enfance et de la justice des mineur·es** est préoccupante. Tou·tes les observateur·trices s'accordent pour dire que la situation est grave pour ce secteur, et alertent sur les premières conséquences pratiques de la mise en place du Code de la Justice Penale des mineur·es : absences de solutions éducatives, incarcérations... C'est pourquoi la FSU et ses syndicats nationaux doivent s'inscrire pleinement et activement dans **la campagne en faveur des services publics proposée par**

la **Convergence nationale des collectifs de défense des services publics**, qui se déroulera sur l'année scolaire 2022-2023, avec un point d'orgue à Lure (Haute Saône) du 12 au 14 mai 2023.

Les **politiques éducatives** vont dans le sens d'un resserrement sur les « fondamentaux », une version utilitariste et rabougrie de l'enseignement, dans le premier degré et au collège. La menace d'une orientation précoce se fait jour, avec l'introduction de l'entreprise privée dès la classe de 5ème, la priorité donnée à la découverte des métiers, le détricotage de ce qui reste de « national » (avec la priorité donnée à « l'autonomie des établissements ») dans les programmes, les modalités d'enseignement ... et dans la suite logique, les coups portés à la voie professionnelle (doublement de la durée des stages, et réduction d'autant des enseignements théoriques déjà revus à la baisse après la dernière réforme) vont profiter à la promotion de l'apprentissage. **Le projet Macron 2 est donc bien la mise en place de deux parcours distincts, socialement marqués**, pour deux destins scolaires (et professionnels) de nature différente : les classes populaires paieraient un lourd tribut si ces projets voyaient le jour.

Les personnels seraient soumis à une logique managériale inspirée du privé et de plus en plus appuyée : publication des résultats pour mettre toutes et tous en concurrence, nouveau « pacte » proposé aux enseignant·es pour obtenir une meilleure rémunération à condition d'accepter une plus grande charge de travail et de nouvelles missions. Ce qui aurait pour conséquence de creuser encore plus les écarts de salaires entre les femmes et les hommes. **Ce projet de pacte est une réelle remise en cause du statut qu'il nous faut dénoncer et combattre dès maintenant.**

L'extrême brutalité de ces projets s'accompagne d'une **répression** brutale elle aussi et qui a déjà débuté : de nombreux exemples en témoignent malheureusement, dont le plus emblématique est celui des 6 de Pasteur. Il faut continuer à mener une résistance collective avec nos collègues, et à dénoncer ces sanctions injustes. Il faut s'inquiéter et combattre la volonté d'autoritarisme permanent et un management autoritaire.

## Les questions internationales

La menace lourde qui pèse sur le **droit à l'avortement aux Etats-Unis** doit nous rappeler qu'aucun droit n'est jamais acquis totalement. Un recul de ce droit fondamental pourrait avoir des conséquences au-delà des frontières des EU dans un contexte où il est remis en cause à différents endroits du

globe. Il faut résolument soutenir les mobilisations contre ce recul historique.

Les **droits des femmes** sont régulièrement menacés, partout, et la violence qu'elles subissent est inacceptable : **en Afghanistan**, les filles sont privées du droit à l'éducation, le port de la burqa est désormais imposé ; **en Ukraine**, le viol est utilisé contre des femmes et des enfants comme une arme de guerre... Le meurtre de la journaliste Shireen Abu Akheh ainsi que la répression policière de son cortège funéraire illustrent la poursuite de **la violence coloniale en Israël** et de son impunité. Des sanctions politiques, diplomatiques et économiques sont plus que jamais indispensables, comme le réclame la pétition récente de l'AFPS à ce sujet.

**La guerre en Ukraine** et les atrocités qu'elle engendre suscitent l'indignation d'une grande partie de la population, et a entraîné des mouvements de solidarité : accueil de réfugié·es, collectes de dons... Des rassemblements pour la paix ont cependant rencontré peu de succès à travers le pays : le soutien à la résistance ukrainienne et la solidarité concrète en faveur des ukrainien·nes victimes des atrocités guerrières doit se concrétiser à travers **le convoi syndical auquel participe la FSU**, il faut réussir à populariser cette initiative et à impliquer, à travers une campagne de dons, davantage nos collègues. Quoi qu'il en soit, s'il faut se réjouir des moyens mis en place pour permettre aux familles ukrainiennes de s'installer en France, il faut néanmoins continuer à **exiger un accueil digne et sans distinction de tou·tes les migrant·es**, et à dénoncer la façon dont ils et elles sont (mal)traité·es, refoulé·es, chassé·es par les pouvoirs publics. L'ONU avance le chiffre monstrueux (en constante augmentation) de 3000 mort·es en 2021, mort·es de migrant·es qui tentaient de traverser la méditerranée. L'Europe ne peut plus rester campée sur une position défensive, de forteresse : le nombre de réfugié·es climatiques, économiques, victimes de conflits va aller croissant, il doit pousser à une politique commune d'accueil de tou·tes les réfugié·es.

**A l'issue de ce dernier CDFN de l'année scolaire, il nous faut adopter un cadre offensif à même de faire avancer nos revendications de transformation syndicale, être en capacité de mobiliser largement la profession et nous lancer déterminé·es dans la campagne des élections professionnelles.**